



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Quebec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Middleware division / Division Intergiciels

Terrasses de la Chaudière

4th Floor, 10 Wellington Street

4th etage, 10, rue Wellington

Gatineau

Quebec

K1A 0S5

Title - Sujet IT Cloud Services Request for Proposal - Business Continuity and Emergency Management Application	
Solicitation No. - N° de l'invitation G9292-202457/B	Amendment No. - N° modif. 003
Client Reference No. - N° de référence du client G9292-202457	Date 2022-04-05
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$EEM-063-40581	
File No. - N° de dossier 063eem.G9292-202457	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Daylight Saving Time EDT on - le 2022-04-14 Heure Avancée de l'Est HAE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Ferguson, Daniel	Buyer Id - Id de l'acheteur 063eem
Telephone No. - N° de téléphone (343) 543-3961 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

L'amendement 003 de cette sollicitation vise à:

Partie 1 - Répondre aux questions de l'industrie;

Partie 1

Répondre aux questions de l'industrie

Numero	Question	Reponse
12	<p>À l'annexe « B » - Base de paiement, le tableau 1 décrit :</p> <p>Article 1 - Accès utilisateur au SaaS avec 3 000 utilisateurs à des fins d'évaluation.</p> <p>Comme la durée initiale est de 3 ans, la Couronne pourrait-elle préciser ce qui est requis pour C1 : Prix unitaire ferme ? Plus précisément, quel calcul les fournisseurs doivent-ils utiliser pour le prix unitaire ferme (mensuel, annuel ou total pour toute la durée initiale de 3 ans) ?</p> <p>Pour la base de paiement, tableaux 2 et 3, la Couronne pourrait-elle préciser ce qui est requis pour le prix d'utilisation ferme dans le tableau 2 - article no. 1.0 et tableau 3 réf. 1.0 et réf. 2.0 (Mensuel, annuel ou total pour toute la durée initiale de 3 ans) ?</p>	<p>Pour la tarification dans la réponse à la soumission, le Canada aimerait voir le coût total par utilisateur pour la durée complète du contrat initial de 3 ans.</p> <p>Pour toute section couverte par la période initiale de 3 ans, le Canada aimerait voir le coût total par utilisateur pour les 3 ans.</p> <p>Les années d'option sont facturées par an et par utilisateur.</p>
13	<p>La Couronne pourrait-elle envisager d'accorder une prolongation de quatre semaines de la date limite de cette demande de propositions à ce moment-ci ? Compte tenu du grand nombre de captures d'écran, de documents justificatifs et de documents d'audit requis, le niveau d'effort pour répondre à cette demande de proposition est extrêmement élevé. Avec le congé de mars et l'augmentation du nombre de cas COVID, une prolongation permettrait aux entreprises intéressées de disposer de plus de temps pour répondre avec précision aux exigences de la Couronne.</p>	Non.
14	<p>Dans la section 7.1.1, la demande de proposition indique que les fournisseurs de solutions PaaS et IaaS qui ont déjà</p>	Comme chaque accord-cadre SaaS peut être différente, le Canada exige que les soumissionnaires répondent

	<p>obtenu le statut de fournisseur de ces services en nuage au Canada ne doivent faire référence qu'à l'accord-cadre pour justifier les MS1-MS14. Étant donné que cette demande de propositions concerne un SaaS, conformément à l'annexe "A" Énoncé des exigences, les fournisseurs qui ont déjà été approuvés en tant que fournisseur de SaaS au Canada jusqu'à PBMM seraient-ils également en mesure de démontrer leur conformité à la norme MS1-MS14 en faisant référence à l'accord-cadre ?</p>	<p>aux exigences de sécurité obligatoires qui se rapportent au SaaS, avec toutes les preuves de conformité, c'est-à-dire sans faire référence à l'accord-cadre SaaS d'un soumissionnaire.</p>
15	<p>Partie 4 - Procédures d'évaluation et base de sélection - La section 4.8 Confirmation de l'enregistrement pour l'évaluation de la sécurité informatique (ITS) SaaS de la demande de propositions détaille ce qui suit :</p> <p>La réponse doit inclure la documentation confirmant que le soumissionnaire s'est inscrit au processus d'évaluation de la sécurité SaaS tel que décrit dans l'Annexe H - Programme d'évaluation de la sécurité informatique (ITS) SaaS : Processus d'intégration.</p> <p>Nous nous sommes inscrits au processus d'évaluation de la sécurité SaaS tel que décrit dans l'annexe H, mais nous avons reçu la réponse suivante :</p> <p>" Le Centre Cyber ne participe actuellement aux évaluations de la sécurité des TI que par le biais de la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement (DAA) de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC). Nous avons habituellement une vague d'intégration tous les 12 à 18 mois. À l'heure actuelle, la dernière vague est terminée. Nous vous suggérons de vous abonner au fil RSS du site Web suivant afin d'être informé de la prochaine vague d'intégration (ou de le consulter périodiquement) :</p> <p>https://buyandsell.gc.ca/procurement-</p>	<p>L'intégration fait désormais partie du Processus d'évaluation de la sécurité des technologies de l'information s'appliquant aux fournisseurs de services infonuagiques, qui est effectué par ESDC lors de l'attribution du contrat.</p>

	data/tender-notice/PW-EEM-003-35660". Le Canada peut-il donner des conseils sur la façon dont les vendeurs doivent procéder ?	
16	Nous sommes bien avancés dans les détails de la soumission d'une réponse à cette demande de proposition; étant donné les exigences approfondies et la charge de travail impliquée dans la fourniture de détails spécifiques, de captures d'écran et de la charge de travail globale, nous demandons à la Couronne de bien vouloir accorder une prolongation de deux (2) semaines du délai de clôture afin de garantir que nous fournissons à ESDC la meilleure solution conforme possible lors de la clôture des offres.	La prolongation est accordée jusqu'au 14 avril 2022.
17	Sur la base de l'exigence "Le système proposé par le soumissionnaire doit afficher toutes les tentatives d'ouverture de session infructueuses depuis la dernière ouverture de session réussie". Cela signifie-t-il qu'en cas d'échec de la connexion, l'utilisateur doit voir le nombre de tentatives de connexion échouées, par exemple un message affichant "2 tentatives sur 3 restantes" ?	Oui, l'utilisateur doit être informé du nombre de tentatives de connexion qui ont échoué, comme dans l'exemple proposé dans la question.
18	Pour le support, avons-nous besoin du CTI ?	Si par CTE, vous entendez Couplage téléphonie-informatique, alors, non, ce n'est pas obligatoire. Cependant, s'il est proposé, il sera noté.
19	Sur la base de l'exigence "Le système proposé par le soumissionnaire doit comprendre une capacité d'analyse des répercussions sur les activités qui comprend la capacité d'évaluer les types d'incidence". Est-ce qu'ESDC fournira des règles pour l'analyse des types d'incidence ?	Le Canada n'a pas de règles spécifiques mais aimerait voir ce qu'un soumissionnaire offre s'il a cette capacité.
20	Sur la base de l'exigence "Le système proposé par le soumissionnaire doit inclure la capacité d'élaborer des stratégies de reprise et leurs analyses coûts avantages respectives". Pouvez-vous expliquer sur quelle base les	Le Canada encourage les soumissionnaires à offrir ce qu'ils ont de mieux dans leur solution commerciale pour l'élaboration de stratégies de récupération et leurs

	stratégies de recouvrement et l'analyse coûts-bénéfices seront effectuées ?	analyses respectives des coûts et des avantages.
21	De quoi la migration des données existantes du Canada sont-elles constituées en dehors des données de Microsoft Active Directory ?	Les données déjà existantes seront disponibles pour le contractant sous forme de fichiers CSV.
22	Veuillez préciser le nombre de systèmes/applications que nous devons prendre en compte pour la migration des données.	Le Canada envisage de permettre la migration des données déjà existantes en les fournissant en format CSV, sans connectivité directe à aucun de ses systèmes/applications.
23	Dans le cadre de la migration des données, le Canada assumera-t-il la responsabilité du nettoyage des données ?	Oui, le Canada sera responsable du nettoyage des données.
24	Le Canada engagera-t-il des ressources dans l'exercice de migration des données ?	Oui, le Canada engagera des ressources dans l'exercice de migration des données.
25	Fournissez un exemple de modèle dans lequel les données doivent être remplies automatiquement. Combien de modèles de ce type y aura-t-il ?	Le Canada ne fournira pas d'exemple de modèle car nous recherchons une solution capable d'utiliser ses ensembles de données existants pour aider à remplir des modèles personnalisables.
26	La migration des données est-elle une activité ponctuelle ou continue / en temps réel ? Veuillez également mentionner le volume de données (ex. : nombre d'enregistrements).	Le Canada fournira les données déjà existantes dans un format de fichier CSV.
27	La liste des extensions de fichiers fournie ne semble pas être compatible avec l'importation, cela signifie-t-il que nous devons autoriser le "téléchargement" au lieu de l'importation ? (par exemple, .msg, .ppt, .jpeg ne peuvent pas être importés dans les ensembles de données/champs mais peuvent être téléchargés et associés à un enregistrement spécifique. Veuillez clarifier.	Le Canada attend des soumissionnaires qu'ils décrivent quels formats parmi ceux énumérés pourront être importés. La solution doit être en mesure de télécharger les autres formats.
28	Avons-nous besoin d'intégrations avec des systèmes ou des bases de données externes ou internes ? Si oui, veuillez préciser le nombre approximatif d'intégrations.	Non, pas maintenant. Peut-être dans le futur.

29	Est-ce que nous faisons une migration de données de la plateforme existante vers une nouvelle plateforme ? Si oui, veuillez préciser le système source existant, tel que <i>ERP</i> , etc.	Le Canada fournira les données déjà existantes dans un format de fichier CSV.
30	Y a-t-il des tables/objets concernés ? Si oui, veuillez préciser les noms des bases de données.	Non
31	La migration des données implique-t-elle des règles de transformation (logique commerciale) ?	Non
32	Y a-t-il une validation des rapports ?	La capacité de validation des rapports serait une caractéristique appréciée de la solution.
33	Avons-nous mis en place un système de gestion des documents ? Si oui, veuillez fournir les détails. Veuillez également nous indiquer si nous devons utiliser le système de gestion des documents existant.	SharePoint Online est actuellement utilisé comme système de gestion des documents pour les documents d'analyse d'impact sur les entreprises ainsi que pour les plans de continuité des activités.
34	Veuillez partager le diagramme d'architecture fonctionnelle/technique de l'état actuel.	Le diagramme d'architecture fonctionnelle/technique de l'état actuel sera fourni après l'attribution du contrat pour aider à la mise en œuvre.
35	(à partir de la demande de soumission) Diagrammes de réseau : un ou plusieurs diagrammes de réseau conceptuels qui montrent collectivement le réseau complet proposé pour être utilisé pour fournir les services décrits dans l'ébauche de l'énoncé des travaux. Les diagrammes de réseau ne doivent inclure que des parties du réseau de l'entrepreneur (et de ses réseaux de sous-traitants) sur lesquels les données du Canada seraient transmises dans le cadre de l'exécution de tout contrat subséquent. Au minimum, le diagramme doit montrer : a) Les nœuds clés suivants pour la prestation des services dans le cadre du contrat de ce processus de sollicitation, le cas échéant, le rôle de l'entrepreneur ou sous-traitant ; je. points de prestation de services ; ii. Réseau central	Les termes restent inchangés. Cela fait partie du processus d'intégrité de la chaîne d'approvisionnement.

	<p>iii. Réseau de sous-traitants (en précisant le nom du sous-traitant comme listé dans les informations sur la propriété) ;</p> <p>b) Les interconnexions des nœuds, le cas échéant</p> <p>c) Toute connexion de nœud avec Internet ; et</p> <p>d) Pour chaque nœud, une référence croisée au produit qui sera déployé dans ce nœud, en utilisant le numéro de ligne Excel de la liste des produits informatiques.</p> <p>Question : Il n'existe aucun fournisseur SaaS sur le marché qui serait en mesure de répondre à cette exigence, car cela risque de fournir des informations à des acteurs malveillants. L'État envisagerait-il de supprimer cette exigence pour s'assurer qu'il reçoit des réponses conformes ?</p>	
36	<p>c) Durée initiale. Ce contrat débute à la date d'attribution du contrat et se termine 3 (3) ans plus tard.</p> <p>d) Périodes d'option. L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus sept (7) période(s) supplémentaire(s) d'un (1) an(s) selon les mêmes modalités et conditions. L'entrepreneur convient que, pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables énoncées dans la base de paiement. Le Canada peut exercer l'option ou les options en tout temps en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 2 jours civils avant la date d'expiration du contrat. L'option ne peut être exercée que par l'autorité contractante et sera attestée, à des fins administratives seulement, par une modification au contrat.</p> <p>Question : La durée indiquée du contrat ne correspond pas aux durées typiques du marché MSA du contrat. La Couronne envisagerait-elle de modifier la partie d)</p>	Les termes restent inchangés.

	<p>pour être en phase avec les clauses MSA standard de l'industrie comme suit ? L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat jusqu'à (2) deux – (3) options de trois ans?</p>	
37	<p>a) À tout moment avant l'achèvement des services, le pouvoir adjudicateur peut, moyennant notification écrite au contractant, résilier pour convenance le contrat ou une partie du contrat. Une fois qu'un tel avis de résiliation pour convenance est donné, l'entrepreneur doit se conformer aux exigences de l'avis de résiliation. Si le contrat est résilié en partie seulement, l'entrepreneur doit procéder à l'exécution de toute partie des services qui n'est pas affectée par l'avis de résiliation. La résiliation prendra effet immédiatement ou, selon le cas, au moment précisé dans l'avis de résiliation.</p> <p>Question</p> <p>Pour les ministères du gouvernement du Canada, les SLA standard pour résilier les abonnements sont généralement décrits dans les MSA avec un préavis de 30 jours aligné sur la date anniversaire du contrat. Avec le préavis de 30 jours et le travail avec des dates anniversaires, cela permet au client de réduire facilement ses quantités de licences à zéro.</p> <p>La Couronne envisagerait-elle de modifier cet article pour remplacer le libellé en italique rouge ci-dessus comme suit ? L'entrepreneur recevra un préavis de 30 jours en cas de résiliation des services correspondant à la date anniversaire du contrat.</p>	<p>Les clauses du contrat subséquent peuvent être discutées avec le soumissionnaire retenu avant l'attribution du contrat.</p>
38	<p>Dans "l'ANNEXE "D" Guide de classification de sécurité de la SRCL", il a été indiqué que pour l'accès des utilisateurs privilégiés, une autorisation secrète est requise. Nous demandons à Crown de clarifier s'il est obligatoire d'avoir une exigence de filtrage "Secret", car cela serait en contradiction</p>	<p>Aucune donnée dans la solution ne dépassera le niveau Protégé B, s'il n'y a pas d'accès utilisateur privilégié (par exemple : détenteur de Sharepoint ou administrateur de logiciel), alors Protégé B est suffisant.</p>

Solicitation No. - N° de l'invitation

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

G9292-202457/B

003

063eem

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

	avec la classification globale de "Protégé B" de la solution BCEMAS proposée. Le fournisseur demande cette clarification pour s'assurer qu'aucune information classée comme "secrète" n'est stockée avec des informations classées comme "protégées B" ou moins.	
--	--	--

**TOUTES LES AUTRES TERMES ET CONDITIONS DE LA SOLICITAION DEMEURENT
INCHANGÉS**